

LA DÉMOCRATIE TOUJOURS À CONSTRUIRE

Documents d'analyse et de réflexion

2005

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



**Rue Liétart 31/4, B-1150 Bruxelles
Tél. : + (0)2 738 08 28 – www.centreavec.be**

La démocratie toujours à construire

La démocratie est fragile. En Europe aussi. La faible participation aux élections dans la plupart des pays européens, le manque de confiance souvent affirmé à l'égard du monde politique ne seraient-ils pas signes d'une crise ? La démocratie en Europe n'aurait-elle pas besoin de s'adapter à des circonstances qui changent, parmi lesquelles on peut mentionner les conditions nouvelles de la prise de décision politique dans un monde globalisé, les relations entre citoyens et non citoyens sur un même territoire, le rôle nouveau des médias et de l'opinion publique dans le processus politique... Ces questions méritent attention. Nous souhaitons les examiner, en nous référant aux travaux menés en commun lors d'un congrès sur l'avenir de la démocratie en Europe¹.

Quelques défis

Quand nous regardons les divers pays de l'Union européenne, nous pouvons constater que l'emprise de l'économie, ou plus précisément l'emprise d'intérêts économiques particuliers, constitue un danger qu'il ne faut pas négliger.

Ainsi en Italie : nombre d'actions du pouvoir en place s'avèrent être au service d'une seule personne et de ses amis. Le défi concerne d'ailleurs plus fondamentalement la responsabilité des électeurs qui apportent leur appui à de tels politiciens.

En Pologne et pas seulement dans ce pays, des pratiques de corruption accompagnent une sorte de commercialisation de la politique et de l'État.

L'idée que la maximisation du profit correspond au bien commun peut animer certains, elle est néanmoins fautive. La police ne peut se gérer comme une entreprise commerciale...

Et que penser d'élections qui soient le résultat de la meilleure campagne publicitaire ?

C'est la question du « service public » qui est également en jeu.

Voilà sans doute quelques raisons de la désaffection que l'on constate chez nombre de citoyens.

Il faudrait aussi relever les questions du nationalisme et du populisme, de l'individualisme, de la solidarité... sans oublier ce qu'il importe de construire dans la sphère mondiale, en faisant les choix politiques d'une réelle solidarité entre tous les humains.

Un devenir historique

Les problèmes actuels de la démocratie ne datent pas d'aujourd'hui. La démocratie est fruit d'une histoire faite de luttes de pouvoir et de formes diverses de gouvernement. Au cours du temps des éléments d'utopie se sont dégagés visant à réaliser un idéal de vie politique. Ainsi, avec Norbert Brieskorn², nous pouvons noter que la démocratie a pris plusieurs sens. Quand nous parlons de démocratie directe, nous visons la forme de gouvernement où le droit de prendre des décisions politiques s'exerce directement par l'ensemble des citoyens, selon des procédures de règle à la majorité. La démocratie indirecte est la forme de gouvernement où les citoyens exercent ce droit, non pas personnellement mais par

¹ *The future of Democracy in Europe*, Congrès d'EUROJESS (European Jesuits in Social Science), Vienne, 23-29 août 2005).

² Professeur à Munich (Hochschule für Philosophie).

l'intermédiaire de représentants choisis par eux et responsables devant eux. A cet égard rappelons la célèbre phrase d'Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »¹. La démocratie se comprend également comme une forme de gouvernement où la majorité exerce le pouvoir dans le cadre de contraintes constitutionnelles visant à garantir à la minorité la jouissance de certains droits individuels et collectifs, tels les libertés d'expression, d'association, de culte (démocratie libérale ou constitutionnelle). Enfin, le terme démocratie peut être utilisé pour caractériser tout système politique ou social qui tend à diminuer les différences sociales et économiques (démocratie sociale ou économique).

Parmi les éléments idéaux de la démocratie, nous pouvons en relever certains qui apparaissent essentiels même s'ils ne sont pas toujours pleinement réalisés :

- chaque citoyen a la possibilité de former son propre jugement politique ;
- dans une démocratie participative, il y aura une certaine égalité en ce qui concerne les capacités financières et économiques ;
- par delà les différences politiques, il y aura une solide unité de vue sur les valeurs communément acceptées², empêchant la société de se briser ;
- la décision de la majorité donne la meilleure décision³ ;
- dans le système représentatif, les représentants des électeurs respectent au parlement la volonté de ceux-ci ;
- lors des élections les gens ont toujours à leur disposition des candidats compétents et indépendants ;
- les partis politiques agissent en ayant en vue le bien commun.

Ces idéaux sont certes à construire au jour le jour. Nous sommes dans un domaine où rien n'est définitivement acquis. Et, à propos de la règle de la majorité, il importe de remarquer que, si statistiquement parlant l'avis d'un grand nombre de personnes est probablement plus correct que celui d'un petit nombre, il ne s'agit pas là d'une vérité intrinsèque. Le temps permet des prises de conscience plus justes. Ceci soulève la question du risque de la « tyrannie » de la majorité. D'où l'importance d'instaurer des protections, en particulier la séparation des pouvoirs, l'inscription des droits humains dans la constitution, le recours judiciaire, etc. D'où également l'importance de prévoir les modalités du respect des minorités.

Soulignons ici l'importance des médias. Des médias indépendants (tant à l'égard du pouvoir économique que du pouvoir politique) qui veillent à assurer la transparence des prises de décisions, de leur préparation, de leur mise en œuvre. Des médias qui ont également la responsabilité d'informer les citoyens sur les questions politiques et leurs enjeux et de les aider, d'une part, à se forger une opinion raisonnée, d'autre part, à assumer leur responsabilité citoyenne⁴.

¹ N. Brieskorn note que l'expression « du peuple » signifie « de tout le peuple », de telle sorte qu'aucun groupe, qu'aucune personne n'est au-dessus de la loi. Plusieurs participants au Congrès ont souligné les risques de faire dévier la démocratie. C'est à la faveur d'élections formellement démocratiques qu'Hitler a accédé au pouvoir. Mais il a remodelé et perverti l'idée même de « Peuple », en absolutisant certains groupes, en excluant d'autres et même en les éliminant.

² En particulier les valeurs de liberté, de paix, de solidarité.

³ Ce principe idéal est conçu comme un facteur assurant la paix ; il repose sur le postulat que chacun peut être considéré comme ayant la même compétence pour juger.

⁴ Signalons la 83^e semaine sociale de Wallonie-Bruxelles (Mouvement Ouvrier chrétien) sur « Télévision et démocratie » (Charleroi, 7-8 avril 2005 – MOC, chaussée de Haecht 579, B-1030 Bruxelles). À lire Cécile Cazin, *Démocratie et médias*, article à paraître dans *Évangile et Justice*, n° 74, septembre 2005.

Contribuer au renouvellement de la démocratie

Il y a du pain sur la planche. Nous venons de rappeler le rôle des médias. Nous pourrions aussi parler des écoles et de l'enseignement ou encore des syndicats. De nouveaux mouvements sociaux naissent. Ils ont également leur part à prendre dans la construction de la démocratie, et ils la prennent : en analysant les pratiques politiques avec esprit critique, en informant, en formant, en agissant... Sur le plan mondial, les forums sociaux mondiaux n'élaborent sans doute pas de stratégie d'action, mais ils aident à prendre conscience des enjeux d'une mondialisation qui soit au bénéfice de tous.

Les Églises ne peuvent être en reste. Il convient de souligner que la démocratie rejoint un point essentiel de la conviction chrétienne : toute personne est un sujet, à l'égard non seulement de sa vie privée mais aussi de la vie commune (donc le politique). La démarche entreprise en Autriche par 14 Églises chrétiennes en vue de réaliser une déclaration commune sur la mission sociale est remarquable. Menée de façon œcuménique, elle est partie de la base et de l'expérience du terrain. Un questionnaire largement diffusé en 2000 a permis d'établir un premier rapport qui a été livré à la discussion publique (2001), avant d'aboutir à un document (automne 2003) qui propose une « boussole » pour la réflexion et l'action sociales¹. On constate que celle-ci commence déjà à inspirer l'action jusque dans les instances sociales et politiques. Et la démarche en elle-même a contribué à la pratique démocratique : large participation, prise en compte de nombreuses initiatives sociales sur le terrain, pluralité des échanges et consensus, discussion publique par delà les milieux chrétiens, mise en évidence des éléments constitutifs d'une culture démocratique, en particulier celui d'un dialogue toujours ouvert.

À côté de la démocratie représentative, il existe des expériences de démocratie participative. Le budget participatif établi à Porto Alegre il y a quinze ans, même s'il est très significatif, n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Un examen critique de ces expériences, en particulier au niveau local en Belgique comme dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique du Sud, met en évidence que la démocratie participative revêt des formes diverses et se situe à plusieurs niveaux : information, concertation, contrôle, éventuellement décision. Elle est certes difficile : s'informer sur les éléments d'une situation, analyser et comprendre, réfléchir aux éléments de réponse aux problèmes qui se posent, en tenant compte de l'environnement et de l'avenir, tout cela est exigeant et réclame temps et énergie. Mais la démocratie participative est nécessaire et n'est pas en concurrence avec la démocratie représentative : elle contribue à une meilleure préparation des décisions, elle amène les citoyens à développer leur capacités citoyennes et à prendre leurs responsabilités, elle pousse les élus et les services administratifs à prendre en compte les besoins de la population, à mener des politiques plus efficaces et plus transparentes. Bien entendu, la démocratie participative ne peut pas se substituer à la démocratie représentative. En effet, les personnes officiellement élues par l'ensemble des citoyens ont une légitimité qui doit permettre la réelle recherche du bien de l'ensemble, du bien commun².

¹ *Sozialwort des Ökumenischen Rates der Kirchen in Österreich*, Wien, 2004 (c/o Katholische Sozialakademie Österreichs, Schottenring 35/DG, A-1010 Wien).

² Voir Guy Cossée de Maulde, *Démocratie participative*, Bruxelles, Centre Avec, Documents d'analyse et de réflexion, août 2005.

Une tâche pour tous

On le voit, la démocratie est à construire et il est bien des manières de le faire. La tâche peut être difficile, mais elle est indispensable. Elle ne revient pas seulement aux hommes et femmes politiques. En groupe, personnellement, comme simples citoyens, nous en avons la responsabilité. Sur le plan local, certainement, mais aussi en ayant en vue les politiques régionale, nationale, européenne, mondiale.

Et la démocratie s'apprend et se cultive en bien des lieux : l'école, la famille, les associations, les organisations sociales, les entreprises... sont des lieux où il importe, de manières diverses et appropriées sans doute, d'en faire percevoir l'importance, voire de la mettre en œuvre.

Guy Cossée de Maulde sj
Centre AVEC
Rue M. Liétart 31/4
B-1150 Bruxelles
Septembre 2005